11 novembre 2021 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN OUVERTURE DU 4e FORUM DE PARIS SUR LA PAIX

Majestés et Altesses Royales,
Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,
Merci au Président Muhammadu BUHARI, à Madame la Première ministre Sheikh HASINA et Madame la Vice-présidente Kamala HARRIS, de s'être exprimés à l'instant. Merci à tous les chefs d'Etat et de gouvernement ici présents, d'être là. Et je le dis avec beaucoup de sincérité parce que plusieurs d'entre vous viennent de régions connaissant aujourd'hui de très grandes difficultés, qu'elles soient aux confins du continent européen, au Sahel, au Nord de l'Afrique, en Asie, en Amérique du Sud ; et vous êtes là, montrant que ce dialogue se poursuit et est indispensable.

Mesdames et messieurs les ministres, mesdames et messieurs les représentants d'organisations non gouvernementales, chefs d'entreprise et entrepreneurs du bien commun, mesdames et messieurs les organisateurs du Forum de Paris sur la Paix, monsieur le Président, cher Pascal, cher Justin, chers amis.

Je suis très heureux, je vous le disais, de votre présence et de ce qui vient d'être dit par les uns et les autres, chacun avec son regard, avec l'expérience de son pays, de ses valeurs et je crois que c'est dans ce dialogue que peut justement se nourrir une action utile. Le Forum de Paris sur la Paix, Trisha le rappelait tout à l'heure, est né le 11 novembre 2018, le jour du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale. En quelque sorte avec cette volonté de tenir la promesse alors faite, "plus jamais cela" et à un moment même où nous vivions collectivement une crise inédite du multilatéralisme. Des accords juste signés étaient remis en cause, les organisations multilatérales voyaient certains de leurs membres éminents s'éloigner et donc nous avons collectivement essayé de bâtir de nouvelles méthodes, chercher de nouveaux acteurs, bâtir un nouveau destin collectif en étant plus efficaces ensemble et grâce à vous toutes et tous, nous avons tenu durant ces années. Et je dois dire, madame la Vice-Présidente, que de savoir les Etats-Unis d'Amérique revenant pleinement dans le club du multilatéralisme fut pour nous tous, une formidable nouvelle. Et donc, merci pour cela parce que je crois que c'est la place, la vocation des Etats-Unis d'Amérique et parce que je pense que pour nous tous, c'est aussi la condition d'une action utile.

Néanmoins, les enjeux demeurent parfois plus inquiétants encore aujourd'hui qu'hier, et ils requièrent de poursuivre sur le chemin que nous avons essayé de tracer pour tenter d'être plus efficaces et d'avoir des résultats. Je crois comme vous au multilatéralisme, je l'ai dit à plusieurs reprises, mais je crois au multilatéralisme efficace et je crois que la difficulté de la période que nous vivons est double. C'est que ce multilatéralisme a parfois été trahi par certains qui en avaient été les promoteurs et il a été fragilisé, et il faut que nous lui redonnions tous ensemble plus de force, de légitimité. Et dans le même temps, nous nous sommes collectivement habitués à une forme d'inefficacité et je crois que c'est d'ailleurs le drame de beaucoup de démocraties. « Expliquez-moi votre problème, je vous expliquerai comment je ne peux pas totalement y répondre, en tout cas dans un temps qui est humainement utile pour vous. » Et les crises se multipliant, c'est la légitimité même de nos réponses qui s'en trouve attaqué.

Et donc, redonner une force au multilatéralisme efficace, c'est, je crois, bâtir des réponses concrètes avec de nouveaux acteurs, de nouvelles méthodes, de nouvelles formes de coalitions et se donner des rendez-vous réguliers pour voir où nous en sommes. C'est une méthode de coopération, une méthode qui associe les États, les entreprises, les organisations intergouvernementales, les structures régionales ici présentes également, les ONG, les académiques, les activistes pour bâtir des coalitions d'acteurs comme la COP cherche à le faire sur le climat, comme nous l'avons fait avec le One Planet Summit et comme tous les porteurs de projets qui sont ici présents le font pour des actions éminemment importantes pour lutter contre nos grands défis. Je tiens à les remercier.

Alors, je voudrais simplement me borner dans ce propos à rendre compte de ce qui a été fait sur les engagements pris il y a un an ici même. Il y a un an, nous avions essayé de définir ce qu'on avait appelé ce consensus nouveau international, ce consensus de Paris faisant écho à un consensus de plusieurs décennies qui avaient structuré un capitalisme financiarisé sur la planète et qui avait mis en place des doctrines qui avaient été utiles pour lutter et sortir une partie d'ailleurs du continent de la pauvreté, mais dont nous voyions alors les

limites. Ce consensus que nous avions bâti, nous nous en avions collectivement donné quelques objectifs.

Le premier : aller au bout de la réponse universelle à la pandémie. Vous y êtes toutes et tous revenus et vous avez décidé de vous exprimer principalement sur ce point. L'année dernière, à la même époque, nous pensions avoir un vaccin. Il était peut-être en train d'arriver et nous avions d'ores et déjà construit une action internationale avec l'accélérateur ACT et l'initiative rappelée tout à l'heure, nous l'avons vu, par le directeur général de l'OMS, cher Tedros, pour lutter contre la pandémie. Depuis un an, beaucoup de choses ont été faites dans tous les pays développés pour vacciner le maximum de la population. Mais en un an aussi, nous avons su convaincre collectivement les pays riches de partager leur vaccin et nous avons largement dépassé le milliard de doses initialement promises par le G7. La clé est maintenant d'aller jusqu'au bout sur le terrain. Vous avez rappelé des chiffres importants madame la vice-présidente et je vous en remercie. Au moment où je vous parle, la France a pu confirmer hier à Madame la première ministre, 2 millions de doses nouvelles via Covax pour le Bangladesh.

Aujourd'hui, d'ores et déjà, les Françaises et les Français ont chacun livré une dose de vaccin au reste du monde et nous aurons, au premier semestre de l'année prochaine, livré une deuxième dose, ce qui veut dire que nous aurons dépassé l'objectif de 120 millions de doses données. Néanmoins, ces engagements du G7 et du G20 ne sont pas suffisants. Vous avez rappelé les chiffres avec beaucoup de cruauté. On vaccine dix fois moins vite sur le continent africain, dans le Pacifique, dans les Caraïbes, dans certaines régions d'Asie. Il nous faut donc aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort.

Premièrement, en accélérant les dons de doses, pas forcément les milliards qui viendront dans un an, deux ans, cinq ans. Les dons de doses.

Deuxièmement, nous devons renforcer la transparence sur ces dons de dose sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé pour que tout le monde sache qui donne et où les choses vont.

Troisième point, nous devons renforcer les systèmes de santé dans les pays les plus fragiles, grâce à notre nouveaupartenariat avec l'Unicef, qui est celui qui permet justement d'accélérer la vaccination sur le terrain, et nous devons aussi collectivement réussir à bâtir une aide renforcée à l'égard des systèmes de soins primaires. Nous y travaillons et je remercie le Président Michel d'être là avec plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne. Nous y travaillons en vue du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne qui se tiendra en février prochain à Bruxelles et qui sera un moment important de la concrétisation de cette solidarité.

Mais nous devons, et vous l'avez rappelé aussi, accélérer la production des moyens de lutte contre les pandémies sur tous les continents, et c'est pourquoi la priorité est aussi de pouvoir produire des vaccins dans les pays en voie de développement, à revenu intermédiaire et parfois les pays les plus pauvres. Au Sénégal, en Afrique du Sud, au Rwanda, des transferts de technologies nécessaires ont déjà été actés pour permettre l'augmentation des capacités de production. La Côte d'Ivoire est en train d'y travailler et je sais que dans les prochaines semaines, nous aurons aussi un résultat sur ce volet. Mais sur ces sujets, nous ne pouvons accepter une situation où je veux ici vous rappeler les chiffres où le continent africain représente 20 % des besoins de vaccins, quelles que soient les épidémies, et a une capacité de production de 2 %. Il est en quelque sorte à chaque crise, la victime de restrictions, de priorités nationales ou régionales mises par d'autres régions du globe. Et donc il nous faut dans la durée contre ce virus, mais au-delà, contre les autres virus pour lesquels il existe de la vaccination, poursuivre ces transferts de technologies et de capacités de production.

Et nous devons tous adopter un cadre de conduite clair pour tirer les leçons de la pandémie. Nous en avons discuté dans le cadre du G20. Lever les restrictions aux exportations qui nous ont tant bloqués au cœur de la crise. Améliorer la transparence sur les contrats d'approvisionnement, obtenir un accord à l'OMC pour que le partage de la propriété intellectuelle ne soit plus une entrave à l'accès équitable, et bâtir un mécanisme solide de prévisions et d'alertes précoces des crises sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé. Chacun doit pour cela, prendre ses responsabilités.

Mais si beaucoup a été fait depuis un an pour lutter contre la pandémie, nous voyons tout ce qui nous reste à faire et je citais là beaucoup le continent africain. Dans le Pacifique, les mêmes situations étaient connues. Nos amis des Balkans, qui sont ici présents, ont aussi tant souffert de voir leurs pays privés de doses au moment où leurs voisins, à quelques kilomètres, parce qu'ils étaient dans l'Union européenne, pouvaient en bénéficier. Je crois que nous avons tous des leçons à tirer de ce qu'est la véritable solidarité et des perspectives que nous voulons leur offrir.

Le deuxième engagement que nous avions pris, c'est de réduire les inégalités aggravées par la pandémie mais qui existent au sein de nos pays et entre nos pays. Vous l'avez rappelé avec beaucoup d'éloquence, Madame la vice-présidente, vous l'avez dit aussi, Madame la Première ministre. C'est un chantier immense et c'est celui qui fragilise notre organisation internationale comme nos sociétés occidentales.

Là aussi, en un an à peine, nous avons, je veux ici le rappeler, beaucoup avancé sur des sujets qui paraissaient il y a un an impossibles. Il y a un an ici même, nous lancions le projet d'émettre des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international pour permettre justement un accompagnement de la sortie de crise. Grâce à l'engagement de la directrice générale du FMI, 650 milliards de droits de tirage spéciaux étaient décidés. C'était il y a un an jour pour jour, nous appelions de nos vœux une solidarité accrue.

Au mois de mai dernier, beaucoup des chefs d'Etat et de gouvernement africains ici présents étaient là avec d'autres amis et nous avons acté la nécessité de réallouer une partie de ces droits de tirage spéciaux des pays les plus riches vers les pays à revenu intermédiaire et les pays en voie de développement pour pouvoir justement accompagner ce qui est aujourd'hui avant tout une crise économique et sociale liée à la pandémie. La part de l'Afrique sur ces 650 milliards était de 33 milliards. Nous avons donc porté ces initiatives et acté en G20 la réallocation de 100 milliards de droits de tirage spéciaux. Ce qui est le minimum que nous pouvons et devons faire, c'est celui qui couvre un tiers des besoins du continent africain sur la période 2021-2025, tel que chiffré par le Fonds monétaire international. C'est un pas qui était apparemment impossible il y a un an. Nous l'avons fait et acté.

La France a décidé de réallouer 20 % de ses titres. Plusieurs pays nous ont suivis et c'est ce qui nous permet d'obtenir cet engagement des 100 milliards. Nous devons continuer de travailler ensemble et ce quelles que soient les techniques adoptées par les pays : vente de stocks d'or, réallocation de leurs droits de tirage, ce chiffre au minimum sera tenu.

La mobilisation des moyens inédits pour la solidarité internationale, c'est une avancée tangible vers une mondialisation plus juste. Et c'est ce même esprit, cette même volonté qui nous a permis une deuxième grande avancée que vous avez rappelée et qui était là aussi impossible à imaginer il y a un an : une taxation des profits des multinationales et notamment des plateformes du numérique au bénéfice de nos concitoyens de tous pays. Cette taxation minimale qui a été endossée en G20 à Rome, est une avancée majeure pour l'égalité mondiale.

Pour autant, il nous reste là aussi de nombreux chantiers. Je ne pourrais pas tous les citer, mais nous savons qu'il nous faut aller plus loin sur la mobilisation des droits de tirage spéciaux. Nous savons qu'il nous faut aller plus loin aussi en matière d'éducation. Et je ne veux pas ici oublier ce combat, vous l'avez rappelé. La crise a privé d'école pendant des mois un milliard et demi de jeunes garçons et de jeunes filles. Et l'Unesco a chiffré les besoins de sortie de crise. Au moins 11 millions de jeunes filles ne retrouveraient pas l'école, principalement sur le continent africain. Nous devons nous battre pour investir davantage dans l'éducation qui est une cause mondiale à l'Unesco, à l'Organisation internationale de la Francophonie, de manière bilatérale, avec les organisations régionales pour répondre à ce qu'est cette inégalité de demain que nous subissons. La pandémie, le terrorisme ont pour victimes nos enfants. Et mes amis du Sahel qui sont ici présents le savent. Eux, qui, dans leurs pays, subissent chaque jour des fermetures d'écoles à cause de cette politique de terreur.

Nous avons aussi, sur le plan de la lutte contre les inégalités, à continuer à nous battre sur le sujet qui devient de plus en plus central de la démographie mondiale. Ce sujet, dont les migrations ne sont qu'une conséquence, doit nous conduire à réaménager nos financements, notre pensée même de notre organisation internationale. Nous ne pourrons durablement avoir un Nord qui vieillit de plus en plus en bonne santé et un Sud avec des enfants avec si peu de perspectives. Tout cela ne créera que des tensions si nous ne savons pas mettre au cœur de nos politiques de développement, de nos investissements, la question démographique et les inégalités qu'elle crée.

Le troisième axe que nous nous étions donné, l'année dernière, pour redéfinir ce consensus, c'est évidemment nos engagements pour le climat et la biodiversité. Là non plus, les mots ne suffisent plus, et les jeunesses de tous les pays nous appellent à faire plus. Demain, la COP26 se conclura, et il ne reste que quelques heures. Alors, je ne serais pas de ceux qui crient victoire trop tôt parce que nous n'y sommes pas encore, mais je ne suis pas non plus de ceux qui veulent battre en retraite trop vite. Et je pense qu'on décourage tout le monde à dire à chaque fois qu'on est face à un échec ou qu'il n'y a plus que des mots. Ce n'est pas vrai, ce n'est plus vrai. Mais il y a toujours et encore plus d'engagement, d'efficacité et d'action à prendre, et je veux ici adresser mon entier soutien aux négociateurs à Glasgow pour la dernière ligne droite. Une fois la COP terminée, nous ferons le bilan par rapport aux deux critères qui comptent : notre capacité collective à éviter le réchauffement climatique au-delà d'un degré et demi, et notre capacité collective à tenir nos promesses en matière de justice climatique, les fameux 100 milliards de dollars pour aider les pays en voie de développement, à revenu intermédiaire et les plus pauvres. Mais d'ores et déjà, regardons ce qui a été possible et ce qui a été fait ces derniers mois grâce à l'engagement de tous ici présents.

Le G20 a pris il y a quelques jours l'engagement historique d'arrêter d'ici la fin de l'année tout financement international de centrales à charbon. C'est une révolution qui est la succession de décisions structurantes du Japon et de la Corée du Sud au printemps dernier, puis de la Chine. L'engagement sur le méthane qui a été pris à la COP pourrait, s'il est pleinement appliqué, réduire le réchauffement de 0,2 degrés Celsius. Nous avançons sur la prise en compte des liens entre la préservation du climat et la protection des écosystèmes, comme nous l'avons fait sur les forêts tropicales, comme nous continuerons de le faire au travers de nos actions

comme nous l'avons fait sur les forêts tropicales, comme nous continuerons de le faire au travers de nos actions sur les océans avec le sommet de février prochain et sur la Grande muraille verte, cher président ISSOUFOU, sur laquelle plusieurs d'entre nous sommes profondément engagés. Nous avons, durant cette dernière année, réussi à resynchroniser progressivement nos agendas entre la lutte contre le réchauffement et le dérèglement climatique et la lutte pour la biodiversité, combat indispensable.

Ces derniers jours ont aussi été marqués par une annonce sino-américaine importante qui, je l'espère, marque le début d'avancées qui viendront. Je le rappelais, à la tribune de Glasgow il y a quelques jours : si les deux principales puissances ne se mettent pas d'accord, nous n'arrivons pas à gagner ce combat. Et je salue la discussion à venir entre le président Xi JINPING et le président BIDEN et l'accord qui a d'ores et déjà marqué une avancée à ce point. Nous savons ce qui nous reste à faire. 1,5 degré, pas plus qu'à la fin du siècle, la neutralité carbone en 2050 ; des stratégies nationales revues et rehaussées pour 2030 pour tenir ses objectifs. L'Union européenne a pris ses engagements et les tiendra. Et nous aurons dans les prochains mois avec le Green Deal, à acter les mécanismes, les financements, avec le président MICHEL, la présidente VON DER LEYEN et l'ensemble des collègues ici présents, ce sont des révolutions majeures.

Mais nous devons continuer d'aider chaque pays à transformer en ce sens son économie. Et à cet égard, l'Afrique du Sud a montré un chemin, un chemin possible, avec un appui technique et financier de plusieurs d'entre nous, de plusieurs organisations internationales. Elle a acté une stratégie de sortie du charbon par le nucléaire et les renouvelables, permettant véritablement d'aller vers une décarbonation de son économie. Ce qui montre que pour les grands émergents, cette stratégie est aussi possible et c'est ouvrir la voie à ce qui paraissait jusqu'alors si peu crédible pour certains.

Il nous reste pour autant des combats à mener, parfois dans les toutes prochaines heures et les prochains jours, nous devons aller au bout du combat pour le financement climatique et la finance juste. Les 100 milliards de dollars par an ne sont pas une option. Le rapport rendu il y a quelques semaines montre que nous serons au rendez-vous sur la période 2020-2025 avec 100 milliards par an, mais nous avons un retard pour les quelques mois qui viennent. Je sais tous les efforts qui sont faits par votre administration, par vous-même et le Président BIDEN pour obtenir une majorité vous permettant de rattraper, en quelque sorte, le retard des dernières années - et merci de cela. Je pense que nous devons acter de continuer à innover là aussi et s'il manquait quelques milliards pour 2021 et 2022, de continuer l'innovation financière avec le Fonds monétaire international et de les mobiliser par des mécanismes supplémentaires à ce que j'évoquais tout à l'heure : des ventes d'or, des réallocations de droits tirage spéciaux à nouveau. Nous n'avons pas le droit d'attendre et de laisser attendre les pays les plus pauvres. L'Europe avec 27 milliards de dollars de finance climat chaque année fait sa juste part, la France en son sein aussi.

Enfin, sur le climat, il nous faut poursuivre sur les mécanismes de transparence et de responsabilité. Je me félicite que nous ayons pu, lors de cette COP, finaliser ce que nous avions lancé là aussi il y a un an, pour continuer de faire le suivi de nos travaux communs, un mécanisme de responsabilité supervisé par l'OCDE, Monsieur le Secrétaire général. Le mécanisme IPAC va permettre à l'OCDE d'évaluer chaque année les stratégies climatiques menées par les Etats et de voir si les actions sont au rendez-vous des engagements. C'est un mécanisme de responsabilité indispensable pour notre crédibilité. À l'égard de nos concitoyens et du reste du monde, il nous faut poursuivre sur cette voie et avoir un mécanisme de traçabilité et de lisibilité sur la bonne affectation des 100 milliards de dollars sur la finance climatique. De savoir qui paye, quand et où va l'argent ? Car aujourd'hui, comme je l'ai rappelé, une part non négligeable de ces 100 milliards par an va vers quelques grands émergents, mais trop peu vers certains pays à revenu intermédiaire, aux pays pauvres. Nous avons donc encore des engagements à tenir. Nous aurons dans les mois qui viennent sur ces mécanismes de responsabilité, un travail essentiel et nous aurons à poursuivre notre agenda en matière de biodiversité avec le One Ocean Summit à Brest, avec les initiatives que nous poursuivrons sur la Grande muraille verte lors du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne.

Enfin, le dernier grand défi que nous avions en quelque sorte porté tous ensemble, c'est ce combat universel pour les droits et les libertés, pour nos valeurs fondamentales, les valeurs de nos démocraties face aux périls qui les menacent. C'était le quatrième grand engagement pris l'année dernière pour ce nouveau consensus. Il n'est pas vrai que le combat pour les droits de l'homme serait relatif à telle ou telle culture ou tel ensemble géographique. Et je veux ici le redire avec beaucoup de force. Les principes dont nous parlons : la dignité des femmes, l'égalité entre les femmes et les hommes, la liberté d'expression, la liberté de culte, la lutte contre toutes les formes de xénophobie et de racisme, d'antisémitisme ne sont pas des valeurs relatives ou régionales, elles sont universelles. C'est le fruit de nos combats existentiels durant le 20ème siècle, c'est parce que certains avaient accepté des discours de faiblesse, expliquant qu'on pouvait y renoncer, que nous avons connu le pire. Nous n'avons pas le droit de répéter cela. Et donc, nos droits, les nôtres, où que nous soyons, régressent à chaque fois que nous détournons le regard et que nous cessons de nous battre pour eux. Se battre pour les droits de l'Homme, c'est se battre pour les droits des femmes partout, comme nous l'avons fait ensemble au Forum Génération Égalité et je veux remercier tous les acteurs de ce forum, certains étant ici présents, pour les engagements concrets qui ont été pris, des financements massifs pour l'égalité femmes-hommes qui ont été annoncés lors de ce forum. 40 milliards d'engagements nouveaux : sur l'autonomisation des femmes ; des

engagements pour l'éducation des filles ; les droits de santé sexuelle et reproductive ; la lutte contre les violences ; et le soutien aux combattants de la liberté. Nous n'oublions aucune d'elles et chacun de ces combats est existentiel pour nous. Cela, nous l'avons fait ensemble.

Ce sont ces combats que nous continuerons aussi à porter en suivant la situation en Afghanistan et ailleurs, car ce qu'il s'y passe, ce qu'il s'y joue, est essentiel pour nous. Se battre pour les droits de l'homme, c'est aider concrètement les pays qui sont en première ligne, en Afrique ou en Asie pour accueillir les réfugiés qui fuient la guerre et les persécutions. La Première ministre du Bangladesh le sait, pour faire face chaque jour à la tragédie des Rohingyas mais plusieurs d'entre vous le savez ô combien, qui vivaient avec des populations déplacées, avec des réfugiés et les crises terroristes, les conséquences de la pandémie, les conséquences des drames climatiques que toutes les régions du globe sont en train de vivre, font que notre planète aujourd'hui vit l'une des heures les plus terribles, celle précisément où nos droits sont bafoués chaque jour parce que des centaines de millions de nos compatriotes, de citoyens du monde vivent déplacés, réfugiés, privés de leurs droits et dans la détresse la plus absolue. Je veux ici remercier toutes les associations qui se battent et les combattants de l'humanitaire. Nous leur devons protection et nous aurons l'occasion en début d'année prochaine, avec le ministre, de tenir dans le cadre de la présidence française, un sommet, justement, une fois encore pour nos humanitaires. Je veux ici les en remercier solennellement. Ils se battent, plusieurs d'entre vous se battent, plusieurs organisations internationales, la Croix-Rouge internationale tout particulièrement et merci de ce combat mené partout à travers le globe. Nous devons continuer l'action humanitaire, nos engagements financiers et c'est un enjeu essentiel pour la préservation même de nos droits.

Se battre pour les droits de l'homme, c'est défendre les droits des enfants dans les conflits armés, mais aussi dans l'espace numérique où ils sont exposés chaque jour à d'insoutenables violences. Nous évoquerons cet agenda essentiel dans quelques instants. Se battre pour les droits de l'Homme, c'est enfin défendre nos libertés, toutes nos libertés, face à toutes les formes d'autoritarisme, de totalitarisme ou d'extrémisme. Et enfin, c'est aussi se battre pour nos valeurs et nos droits dans le cadre d'un agenda numérique, pour créer un ordre public du numérique et de la paix en ligne. Nous allons dans un instant y revenir et écouter plusieurs engagements qui seront pris mais, des sommets Tech for Good au Global Partnership en intelligence artificielle, en passant par le Christchurch Call, le Paris Call et toutes les initiatives conduites durant ces dernières années, un travail important a été mené. Pour l'information et la démocratie aussi avec Reporters sans frontières et plusieurs d'entre vous. Un agenda démocratique numérique indispensable, c'est aussi cela se battre pour nos valeurs.

Ces engagements que nous avons pris il y a un an, je voulais vous en rendre compte aujourd'hui pour vous dire tout ce qui a été fait sur ce chemin depuis, malgré la pandémie comme vous le voyez, beaucoup de choses ont avancé et ont tenu. Beaucoup de progrès concrets ont été faits. La difficulté, c'est qu'ils ne vont pas assez vite, qu'ils ne sont pas encore assez justes et qu'il nous faut aussi collectivement avoir cet esprit de responsabilité et d'en rendre compte de manière régulière pour pouvoir dire ceux qui avancent et ceux qui ne progressent pas encore suffisamment et qu'il nous faut relancer. Les quelques axes que je viens de donner seront, pour ce qui est de la France, le chemin de son action pour les prochains mois. Vous l'avez rappelé et c'est dans votre propos tout à l'heure.

Je rappelais il y a 4 ans la différence entre le nationalisme et le patriotisme. Le patriotisme, c'est aimer son pays en ne cherchant pas à s'opposer au reste du monde. Tous ces chemins, toutes ces actions que nous avons à conduire, n'existent que dans la coopération internationale. Elles n'existent que par des partenariats nouveaux et une volonté d'être efficaces. Mais tout cela est aujourd'hui éminemment fragilisé par de nouvelles crises, de nouveaux bouleversements, tout cela est aujourd'hui bousculé par de nouvelles fractures sécuritaires et géopolitiques qui sont en train de s'installer.

Et je voudrais simplement finir mon propos en ajoutant un engagement à ceux que nous avions pris. Il nous faut maintenant adopter ces méthodes du multilatéralisme efficace pour relancer un agenda de contrôle des armements, de coopération entre les grandes puissances et de lutte contre la désorganisation du monde car sinon, les grands conflits qui aujourd'hui se préparent, les tensions qui menacent chaque jour d'escalade viendront retarder ces agendas essentiels que je viens d'évoquer. Il nous faudra sur le contrôle des armes, sur la construction d'un multilatéralisme de paix réinventé, sur la gestion des conflits régionaux, comme nous allons demain le faire avec l'Union africaine et les Nations Unies sur la Libye, bâtir aussi des coalitions nouvelles pour régler les crises régionales et construire la paix.

Vous l'avez compris, depuis un an, nous avons fait beaucoup de choses, mais il nous reste infiniment à faire, alors que tous ceux qui croient au multilatéralisme efficace et à ce nouveau consensus de Paris s'imaginent heureux et convaincus que leur action puisse être décisive.

Pour ma part, je le suis.
Merci.